

Initiatives ministérielles

Que fait le gouvernement pour venir en aide aux petits industriels? Je sais que le gouvernement fait beaucoup pour la grande entreprise et les super riches, mais que fait-il pour la classe moyenne et la classe moyenne supérieure? Absolument rien. Il foule aux pieds les gagnepetit.

Que fait-il, par exemple, au ministère de la Défense nationale? Y a-t-il imposé des compressions budgétaires? Je n'en ai pas vu, mais il y dépense certainement des milliards et des milliards de dollars pour acheter des hélicoptères. On se demande s'ils sont vraiment essentiels à ce moment-ci. Ne devrait-on pas revoir ces achats si l'on veut faire des économies? Pourquoi ne pas examiner ce genre de projet?

Nous n'avons pas créé d'emplois par des travaux d'infrastructure. Les municipalités ont besoin de renouveler, de réparer leurs infrastructures. Les choses se délabrent. Tout se détériore. Au début de l'année, notre chef avait fait des suggestions très valables pour sortir l'économie du marasme.

[Français]

Par exemple, il a suggéré un partenariat entre le fédéral, les provinces et les municipalités où l'on pourrait avoir des projets d'infrastructures urbaines.

J'ai eu l'occasion cet été d'aller à un congrès de la Fédération canadienne des municipalités.

[Traduction]

Les membres de la Fédération étaient venus supplier le ministre des Transports de les aider pour un programme d'infrastructure dans lequel ils deviendraient partenaires. J'étais ahuri lorsque, devant toute la foule, le ministre a refusé de participer à ce partenariat.

Où est le partenariat?

Je siège au Comité des comptes publics depuis maintenant quatre ans. Si le gouvernement veut économiser de l'argent, et il pourrait économiser des dizaines de millions de dollars, il devrait lire les rapports du Comité des comptes publics et les rapports annuels du vérificateur général. Il se doit de faire cela. Il y a tellement de gaspillage que nous savons que la GRC est en train de faire enquête sur les achats d'ordinateurs.

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Madame la Présidente, je prends la parole en réponse au mini-budget présenté le 2 décembre par le ministre des

Finances et en réponse au projet de loi portant pouvoir d'emprunt dont nous sommes saisis ce soir, le C-98.

Nous traversons une période difficile, une période où peu de Canadiens voient l'avenir d'un oeil optimiste, où peu de Canadiens se sentent en sécurité et où peu de Canadiens ont confiance en leur gouvernement.

Nous traversons une période difficile parce que l'économie est incapable de subvenir aux besoins de notre population. Elle laisse 11 p. 100 ou plus de Canadiens sans emploi, elle oblige 2,5 millions de Canadiens à dépendre de l'aide sociale, elle accule les agriculteurs et les petites entreprises à la faillite et, en trois ans à peine, elle a fait disparaître un emploi sur six dans le secteur manufacturier.

Notre économie n'est pas en santé, et le mandat du ministre des Finances et du gouvernement consiste à permettre aux Canadiens qui travaillent de garder leur emploi, à créer des emplois pour les chômeurs et à établir une base économique solide qui assurera une qualité de vie raisonnable à la majorité des habitants du Canada.

Toutefois, le ministre des Finances et le gouvernement conservateur ont encore échoué cette fois, tout comme ils l'ont fait chaque fois depuis qu'ils ont été portés au pouvoir en 1984. Dans ma province, la Saskatchewan, nous voyons clairement les erreurs que ce gouvernement a commises. L'économie agricole n'a jamais été en si mauvais état. Le Saskatchewan Wheat Pool prévoit un manque à gagner de 800 millions de dollars cette année. Le problème est attribuable à plusieurs facteurs, mais il est aggravé par la sécheresse, le gel et la neige qui, cette année, ont réduit le rendement des récoltes à zéro dans certains cas.

S'il fut jamais une période où l'aide fédérale aux agriculteurs se justifie, c'est bien celle-ci. Il y a trois semaines, le Conseil canadien des grains a révélé que les producteurs de blé du Canada avaient perdu 2,5 milliards de dollars US à cause de la politique d'exportation du gouvernement américain, entre 1985 et 1990. Dans un rapport de la fin octobre, le Saskatchewan Wheat Pool a déclaré que les agriculteurs de la province avaient perdu chacun 109 220 \$ au cours des neuf dernières années à cause de la guerre du commerce du grain.

Nous avons été en mauvaise posture pendant des années, mais jamais comme maintenant. Dans ma propre région, 5 000 exploitations ont été mises en culture cette année, et le bureau de l'assurance-récolte a reçu environ